



Informations sur la situation en Allemagne concernant la pandémie de Coronavirus

Par Armin Duttine, Syndicat ver.di

En Allemagne, il n'y a pas de mesures de confinement aussi strictes qu'en France. Depuis mi-mars les gens peuvent sortir, mais il leur est demandé de ne pas s'éloigner et surtout de respecter une distance de 1,5 mètre minimum; seulement deux personnes venant de familles différentes sont autorisées à se rencontrer. En général, il faut éviter les contacts entre grand parents et petits enfants. Les manifestations et les spectacles publics sont interdits. Les syndicats ont renoncé à manifester le 1er Mai dans les rues. Mais comme l'Allemagne est un état fédéral, il y a pas mal de différences entre les 16 régions et les 20.000 communes.

Ce sont les régions qui détiennent la responsabilité des mesures de santé et sécurité et qui sont responsables pour les contrôles et l'application des mesures de santé et de sécurité au travail sur la base des lois nationales, mais parfois aussi régionale (comme les lois pour l'état de catastrophe qui sont purement régionales, maintenant déclaré en Bavière). Plusieurs régions et communes ont utilisé des possibilités de dérogation aux règles légales sur le temps du travail, comme par exemple la Bavière, la Thuringe et des districts dans le Bade-Wurtemberg. Cela donne la possibilité de travailler jusqu'à 60 heures par semaine, le raccourcissement des pauses de 11 à 9 heures entre chaque journée de travail, et des temps de travail plus longs dans les services de garde, utilisés surtout dans le service public comme dans la santé, avec des journées de travail de 12 heures.

Par contre, certaines activités publiques et économiques ont été fortement réduites. Mi-mars, les écoles et les crèches ont été fermés et sont restées ouvertes seulement pour les enfants de parents issus des professions „essentiels pour le système“ (santé, policiers, transport public et autres). Les restaurants, la plupart des magasins, les cinémas et autres secteurs ont été fermés, comme dans le secteur public les bibliothèques, les théâtres, les piscines, les cliniques de réhabilitation. D'autres secteurs ont vu augmenter leurs activités comme la logistique surtout, avec la forte augmentation des achats sur le web. Dans le

service public, les administrations en direction de la jeunesse, ou chargées des indemnisations pour le chômage partiel ont eu aussi beaucoup plus de tâches à remplir.

A la date du 6 avril, 650.000 établissements avaient demandé des mesures de chômage partiel. On attend un chiffre record, encore plus haut que pendant la crise économique et financière précédente quand les chiffres ont atteint 1,4 million de travailleurs. A la différence de la France, le taux de remboursement du salaire net est beaucoup plus bas. Un travailleur touche pendant le chômage partiel pour les heures non travaillées seulement 60% du salaire net, et 67% si il a des enfants. Les syndicats ont demandés d'augmenter ce taux à 80/87%. Dans beaucoup de branches, grâce aux conventions collectives – à ver.di aussi – et à l'activité des délégués syndicaux dans les établissements, ces taux de remboursement ont été augmentés. Pour le service public au niveau municipal, ver.di a signé une convention collective qui fixe le taux de remplacement à 95% pour les petits et moyens salaires et 90% pour les salaires plus hauts. Le champ d'application est surtout le transport public, les bibliothèques, les piscines, mais exclut en principe l'administration ainsi que l'éducation et les services sociaux. Cette convention collective exclut les licenciements pour cause économique pendant le temps du chômage partiel et les trois mois qui suivent – des garanties qui ne se trouvent pas dans la loi sur le chômage partiel. Après une forte campagne des syndicats dans la confédération DGB – entre autres ver.di - le 22 avril la grande coalition entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates a décidé d'augmenter le taux de remplacement à 70/77% à partir du 4ème mois et à 80/87% à partir du 7ème mois de chômage partiel si le temps du travail est réduit de 50% minimum.

Sur le lieu de travail, le sujet le plus important en ce moment est la santé et sécurité, surtout dans le secteur de la santé et des soins où il manque des masques, des vêtements de protection et des désinfectants. Ver.di a demandé de confisquer les masques des entreprises qui demandent des prix exorbitants, et d'obliger l'industrie à produire des masques. L'institut Robert Koch, qui définit les standards hygiéniques, a baissé ceux-ci pour les masques et les vêtements de protection. Les normes minimales pour le nombre de personnel dans la santé ont aussi été abrogées par le Ministère Fédéral de la Santé, ce qui été fortement critiqués par ver.di. À l'occasion de la journée mondiale de la santé le 7 avril 2020, ver.di a demandé plus de coopération internationale pour la lutte contre le Coronavirus et pour le renforcement du secteur de la santé, ainsi qu'une meilleure coordination des Etats-membres de l'Union Européenne pour l'approvisionnement en masques et en vêtements de protection. Ver.di a participé à l'action de la FSESP/EPSU pour cette journée internationale avec une action-photo des travailleurs de la santé.

Il était demandé aux hôpitaux de libérer des lits pour faire de la place aux patients Corona. Mais pas mal d'hôpitaux privés ont continués à réaliser des chirurgies plastiques pour améliorer la beauté, ce qui est critiqué par ver.di. Les capacités sont en ce moment suffisantes pour les personnes infectées par le Corona. Mais déjà avant la pandémie, il manquait surtout du personnel dans la santé et le soin (162.000 selon les estimations de ver.di). Environ 200.000 travailleurs qualifiés sont sortis de ces secteurs à cause des mauvaises conditions du travail et de rémunération. Les coûts supplémentaires pour les mesures anti Corona ne sont pas financés suffisamment. Ver.di demande pour la santé plus

de personnel et de meilleurs salaires et conditions de travail. Le système des forfaits par cas de traitement (DRG = Diagnosis Related Groups = Groupes liés à la maladie) – introduits par le gouvernement du chancelier Schröder - qui incitent à baisser les coûts, de personnel et de standards de qualité et d'hygiène, reste en vigueur. La discussion sur la fermeture de certaines d'hôpitaux publics lancée par les forces néolibérales juste avant la crise de Corona n'est pas finie. Ver.di demande un système de santé de qualité, du personnel suffisant, des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. Avec la crise du Coronavirus, les choses bougent aussi un peu dans la bonne direction: pour le soin des personnes âgées, ver.di a négocié un contrat avec une prime de 1.500 Euros qui sera payée en juillet 2020. Dans les hôpitaux, à cause des demandes et activités de ver.di, plusieurs régions paient une prime, comme par exemple 500 Euros en Bavière, 450 Euros à Berlin et 500 Euros par mois pour les employées de la clinique de Mittelbaden, des hôpitaux à Rastatt, Baden-Baden et Bühl, et de six EHPAD dans la région de Baden-Württemberg.

Parce que les chiffres des malades et des traitements dans les hôpitaux sont en général sous contrôle, il y a en Allemagne une discussion et aussi des décisions politiques pour redémarrer l'économie et les services publics, entre autres les crèches, les écoles, les bibliothèques et les institutions culturelles. Le 15 avril les chefs de gouvernement, au niveau national et régional ont décidés de rouvrir les écoles et crèches successivement, en commençant par les classes qui sont à la fin de chaque type d'école (écoles des niveaux débutant, moyen et haut) et de réaliser les épreuves au niveau moyen (après 9 ou 10 ans d'école) ou haut (baccalauréat après 12 ou 13 ans). Mais comme en Allemagne l'éducation scolaire est de la seule responsabilité des régions, chaque région à un autre concept. En Nord Rhénanie-Westphalie (NRW), la plus grande région en habitants, gouvernée par les chrétiens-démocrates et les libéraux, les écoles ouvrent plus tôt. Dans la ville/région de Berlin – gouverné par les sociaux-démocrates, le parti de gauche et les verts – après protestation des syndicats, des parents et des élèves, les épreuves au niveau moyen ont été annulées afin d'utiliser les capacités pour enseigner aux élèves en difficultés sociales et pédagogiques. En NRW les écoles ont eu trois jours pour se préparer à la réouverture partielle des écoles. Beaucoup de communes, lesquelles sont responsables pour l'hygiène, les installations sanitaires et techniques, n'ont pas toujours les moyens et les personnels suffisants pour fournir les matériaux et pour atteindre les standards. Il manque des toilettes, des lavabos, du papier hygiénique, du personnel de nettoyage etc. Les chefs d'établissements des écoles en NRW ont adressé une lettre ouverte au Ministère régional de l'Education pour protester contre le manque du temps. Il faut savoir que le premier ministre de la région NRW Armin Laschet a posé sa candidature pour être le candidat chrétien-démocrate à la chancellerie fédérale. Ver.di demande une ouverture des crèches et des écoles qui respecte les règles de distance et les règles hygiéniques, incluant l'équipement avec des masques. Pour les crèches, ver.di demande de limiter le nombre des enfants à cinq pour chaque groupe.

L'ouverture des crèches et des écoles montre surtout les difficultés des communes. Avant la pandémie de Corona il y avait déjà un manque d'investissements qui se cumulait à environs 35 milliards d'Euros pour les seules écoles. Beaucoup de communes sont endettés fortement (130 milliards d'Euros fin 2019!). Pendant la pandémie, avec le recul des activités

économiques, les recettes des communes baissent (taxe professionnelle, participation aux impôts sur le revenu et TVA, moindre achats de tickets pour le transport public etc.) et les dépenses augmentent fortement (RMI, aides pour logement etc.). Ver.di demande avec les institutions politiques communales de créer un forfait sauvetage financé par les régions et l'Etat central pour empêcher qu'en raison de la pandémie, les offres communales comme les aides aux enfants et adolescents, les piscines, les bibliothèques, les installations culturelles et le transport public ferment ou réduisent leur offre durablement et que les entreprises publiques communales (transport publics, eau, déchets, énergie) soient privatisés ou mises sous contrats de partenariat public-privé. Ver.di et les institutions politiques communales demandent entre autres que :

- les coûts supplémentaires liés à la pandémie soient financés par les Régions et l'Etat central,
- les programmes de sauvetage en direction des entreprises (600 milliard d'Euros en total, parmi lesquels 400 milliards pour des garanties de liquidité, des crédits illimités de la banque public d'investissement KfW („Kreditanstalt für Wiederaufbau“, Établissement de Crédit pour la Reconstruction), en plus des programmes de sauvetage des Régions) soient aussi ouvert pour les entreprises et institutions communales,
- un programme d'investissements communal
- une remise des fortes dettes des communes et leur financement par les Régions et l'Etat central.

Pour soulager les consommateurs, l'Etat central a décidé d'accorder un délai de trois mois pour le remboursement et les intérêts pour les crédits à la consommation. Pour les locataires, les mesures vont plus loin. Les dettes créées pour les locations d'appartements entre le 1 avril et le 30 juin 2020 peuvent être remboursées jusqu'au 30 juin 2022 – inclus les intérêts moratoires. Il s'agit de mesures pour les locataires, les preneurs de bail, les consommateurs et les très petits entrepreneurs (par exemple pour l'eau et l'électricité ainsi que pour les crédits à la consommation).

L'adjointe du secrétaire général de ver.di, la collègue Christine Behle, responsable entre autres pour les services publics au niveau municipal, régional et central ainsi que pour le transport public résume la situation en Allemagne: *„La pandémie de Corona a montré l'importance de la performance des employés de la fonction publique et des services publics dans les hôpitaux, les soins, la garde d'enfants et l'administration publique. Ver.di travaille activement en Allemagne, en Europe et au niveau international pour mettre fin aux politiques d'austérité et aux privatisations ainsi que pour une protection adéquate de la santé et des emplois des travailleurs. “*

Berlin, le 24 avril 2020